



Alliance de l'extrême droite européenne: utopie ou menace pour l'UE?

Par [Alexandre Lemoine](#)

Région : [L'Europe](#)

Mondialisation.ca, 16 juillet 2021

[Observateur continental](#)

Début juillet, 16 partis européens d'extrême droite ont signé une déclaration commune sur l'avenir de l'UE appelée à montrer à Bruxelles une vision alternative du rôle et des pouvoirs de l'union.

Dans le cadre des discussions sur le futur vecteur du développement européen l'idée fondamentale de la nouvelle alliance est très claire: les institutions politiques bruxelloises doivent remettre le pouvoir entre les mains des Etats-nations de l'UE. La primauté de la souveraineté nationale au lieu d'approfondir l'intégration européenne, le renforcement des valeurs morales traditionnelles, de l'institut de la famille et de la religion au lieu d'un règlement plus intégral du problème des migrants et des réfugiés.

Parmi les adhérents à la déclaration commune se trouvent le Rassemblement national dirigé par Marine Le Pen, le parti Droit et Justice au pouvoir en Pologne dirigé par Jaroslaw Kaczynski, le parti du premier ministre hongrois Viktor Orban Fidesz-Union civique hongroise, le parti de la liberté d'Autriche, les forces politiques italiennes les Frères d'Italie de Giorgia Meloni et la Ligue du Nord de Matteo Salvini.

Une partie des signataires sont des eurosceptiques connus qui s'opposaient ouvertement à l'UE lors des campagnes électorales nationales. Matteo Salvini a même porté autrefois un t-shirt avec l'inscription « Basta Euro » pendant sa tournée politique, alors que Marine Le Pen avait organisé en prévision des élections de 2017 une campagne pour la sortie de la France de l'UE. Cependant, les résultats du vote et l'impopularité d'une telle rhétorique confirmée par les sondages auprès des Européens ont conduit à un changement des positions concernant l'avenir de l'UE. Les slogans radicaux ont cédé la place à une stratégie visant à changer l'UE de l'intérieur: « Réformons ensemble l'UE pour l'avenir de l'Europe », appelle la Déclaration commune de la droite européenne.

Sa signature a été une sorte de réponse au lancement en mai par le président français Emmanuel Macron et d'autres dirigeants de l'UE du projet « Conférence sur l'avenir de l'Europe » appelé à contribuer à la détermination du vecteur de développement de l'UE. La conférence durera jusqu'au premier semestre 2022 et les résultats des consultations seront pris en compte en prenant une décision concernant la réforme de l'UE. D'après les signataires, le véritable objectif de la conférence initiée par le dirigeant français consiste à « accroître le pouvoir des organes européens ». D'après le texte de la charte l'UE « se transforme en un instrument des forces radicales qui aspirent à une transformation religieuse et culturelle », ainsi qu'à la construction d'une « Europe nationale afin de créer une superpuissance européenne ».

La nouvelle charte qualifiée d'«évènement véritablement historique » par Marine Le Pen est susceptible d'apporter des correctives à la disposition des forces politiques au sein du Parlement européen, à savoir créer le terrain pour une fusion des fractions Identité et démocratie (ID) et Conservateurs et réformistes européens (CRE). Les deux fractions qui ont obtenu à l'issue des élections de 2019 respectivement 10,8% et 8,8% se trouvent plus à droite par rapport au Parti populaire européen (PPE) centriste.

La fusion entre ID et CRE conduirait à l'apparition au Parlement européen de la troisième fraction la plus puissante ayant beaucoup de poids, notamment en matière de répartition des postes.

Néanmoins, il est clair dès à présent que le seul dénominateur commun sur lequel les partis européens d'extrême droite ont réussi à s'entendre est leur crainte face à l'apparition d'un « super-Etat européen ». La présence d'innombrables contradictions explique également la raison pour laquelle les signataires de la déclaration s'abstiennent d'annoncer la création d'une nouvelle fraction au Parlement européen, appelant au lieu de cela à respecter le rôle et la signification des partis politiques actuels.

L'une des pierres d'achoppement concerne les relations avec la Russie. Tandis que Salvini, Le Pen et parfois Orban expriment certaines sympathies envers la politique russe, le chef de Droit et justice Jaroslaw Kaczynski adopte une position irréconciliable en condamnant les actions du Kremlin.

Malgré la volonté déclarée par tous les signataires de renforcer les mesures visant à contenir les flux de réfugiés qui arrivent en Europe, le thème migratoire demeurera probablement une pomme de discorde suscitant des débats enflammés au sein de la nouvelle alliance de l'extrême droite. Tandis que le hongrois Fidesz et le polonais Droit et Justice s'opposent au programme de répartition des migrants entre tous les pays membres de l'UE, Matteo Salvini insiste sur ce point précis. L'explication d'une telle divergence est simple: en Italie, contrairement à la Pologne et à la Hongrie, le thème des réfugiés reste central.

Les points de convergence et les divergences d'intérêts au sein de la nouvelle alliance pourraient saper au final l'idée même de son existence. La déclaration commune doit être davantage considérée comme un manifeste plutôt qu'un document qui crée une nouvelle dimension de la coopération entre les forces européennes d'extrême droite.

Alexandre Lemoine

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Alexandre Lemoine](#), [Observateur continental](#), 2021

Articles Par : [Alexandre Lemoine](#)

recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca